

LES CHIFFRES DU MOIS

70 000 kyats

42,40 euros, c'est le prix d'un sac de riz de 10kg dans la ville de Putao dans l'état Kachin. Les prix de certaines denrées alimentaires ont doublé depuis le début du conflit entré l'armée birmane et l'Armée d'indépendance Kachin.



720 000

C'est le nombre d'enfants Rohingya recensés par l'UNICEF. Parmi eux, 534 000 sont réfugiés au Bangladesh et 185 000 vivent toujours dans l'état d'Arakan.

270

En 2017, sur 478 crimes, 270 étaient des viols. Le dernier en date ? Une enfant de 12 ans, violée et tuée dans le village de Mogaung, dans l'état Kachin, dimanche 25 février.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

De nouvelles mesures pour encadrer les manifestations pacifiques.

Le 20 février, le projet de loi controversé sur l'encadrement des manifestations pacifiques a été déposé au parlement avec deux nouveaux amendements. Selon le journal Frontier Myanmar, ces nouvelles clauses sont « une réaction instinctive aux récentes manifestations ». La première mesure permettrait à la police locale d'annuler une manifestation si elle est estimée contraire aux lois sur « la sécurité nationale, la primauté du droit, l'ordre public ou la moralité publique ». La seconde mesure condamne à trois ans de prison et une amende sans plafond toute personne qui soutiendrait financièrement, matériellement ou d'une quelconque autre manière un rassemblement dans le but de « briser la sécurité nationale, la primauté du droit, l'ordre public ou la moralité publique ». Dans les deux cas, les termes ne sont pas définis. De plus, l'article 18 de la loi exige que toute personne ou orchestrant une manifestation doit obtenir une autorisation officielle d'un poste de police dans les 48 heures. Adoptée en 2011, la loi sur les rassemblements pacifiques avait été modifiée à deux reprises pour assouplir les restrictions imposées aux manifestants.

Mobilité réduite pour les habitants Wa de l'état Shan

Depuis le début du mois de février l'ethnie Wa du nord de l'état Shan ne peut plus se rendre dans les villes principales de l'est de l'état, comme Kyaingtong. Alors qu'il existe deux axes principaux reliant ces zones géographiques, les autorités ont mis en place des contrôles d'identité et bloquent tous les ressortissants de l'ethnie Wa dans leurs déplacements. Si officiellement les autorités n'ont pas donné de motifs pour cette interdiction, le gouvernement se trouve actuellement en pourparlers avec le groupe armé de l'ethnie Wa, le UWSA, pour signer l'accord cessez-le-feu national (NCA). Avec ses 40 000 soldats, le UWSA, est le plus important groupe ethnique armé du pays et reste ferme dans ses négociations. Il demande notamment d'amender le NCA pour le rendre compatible avec un autre second accord signé avec l'Alliance du Nord, alliance entre groupes ethniques armés situés dans le nord du pays.



LND : vers de nouveaux amendements constitutionnels ?

Lors de la célébration de l'indépendance, le président de la Birmanie, U Htin Kyaw, a suggéré une révision de la constitution en ces termes : « nous devons tous travailler collectivement pour créer une constitution appropriée ». De même, le membre de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) et député de la chambre basse de la circonscription de Thayetchaung, Aung Soe, a déclaré le 18 février, que le parti au pouvoir essaierait de modifier la constitution de 2008 durant ce mandat. « Le projet de loi d'amendements doit avoir le soutien et l'approbation des députés nommés par le Tatmadaw (l'armée gouvernementale) qui ont 25% des sièges qui leurs sont réservés », a-t-il proclamé, lors d'une cérémonie dans l'état Karenni. Cette annonce rappelle qu'il y a un an, l'avocat et fervent défenseur de la réforme constitutionnelle U Ko Ni a été assassiné et que quand bien même Aung San Suu Kyi et le président continuent de suggérer que des réformes constitutionnelles sont imminentes, le problème reste entier.



Report de l'accord sur les retours des réfugiés Rohingya au Myanmar

Pour des raisons logistiques, le début du programme de rapatriement des Rohingya réfugiés au Bangladesh, qui devait débuter le 13 février, a été reporté. "Il reste encore beaucoup de choses à organiser, notamment la liste des gens qui doivent rentrer et les vérifications d'identité", a déclaré à Reuters le responsable de la coordination des réfugiés au Bangladesh, Abul Kalam. Le 16 janvier un accord prévoyant le rapatriement, sous deux ans maximums, des plus de 688 000 réfugiés Rohingya avait été signé entre Dacca et Naypidaw. De son côté, la Birmanie se dit prête à accueillir les réfugiés, mais la situation actuelle dans le nord de l'état d'Arakan, où la campagne de nettoyage ethnique à l'encontre des Rohingya se poursuit, ne permet pas d'assurer un retour sûr, digne et volontaire.



La Birmanie nie l'existence de fosses communes dans un village de l'état d'Arakan

Le gouvernement birman a démenti les informations de l'agence Associated Press basées sur des témoignages de réfugiés Rohingya faisant état d'un massacre et de l'existence de cinq charniers dans un village de l'état d'Arakan. Dans un communiqué publié le 3 février sur Facebook, le comité d'information du bureau d'Aung San Suu Kyi déclare avoir envoyé « une équipe au sol » sans y découvrir de corps aux endroits indiqués. Le même communiqué indique tout de même que 19 « terroristes ont été tués lorsqu'ils ont attaqué les forces de sécurité à la fin du mois d'août et que leurs corps avaient été « correctement enterrés ». Se fondant sur les déclarations de dizaines de réfugiés et sur des vidéos datées filmées à l'aide de téléphones mobiles, l'enquête d'AP a établi qu'un massacre de musulmans Rohingya avait été perpétré dans le village de Gu Dar Pyin, dans l'état d'Arakan, et que les corps des victimes reposaient dans cinq fosses communes jusqu'à présent non localisées.



L'armée birmane reconnaît le meurtre de 10 rohingyas

En janvier l'armée birmane a pour la première fois reconnue avoir abattu dix habitants Rohingya, qualifiés de « terroristes ». Cet aveu fait suite à l'arrestation de deux journalistes de l'agence Reuters, qui enquêtaient sur le charnier d'Inn Din, dans le Rakhine. Pour leur défense, les autorités birmanes assurent avoir mené une simple « opération antiterroriste ». Quant aux journalistes, leur remise en liberté – même sous caution- est pour l'heure toujours refusée. Ils risquent jusqu'à 14 ans de prison pour atteinte à la sûreté de l'état. Info Birmanie soutient la demande de libération de ces journalistes.

LES FOCUS DU MOIS

Des moines nationalistes entraînent l'annulation d'une conférence de presse visant Wirathu

Une conférence de presse qui appelait le gouvernement et le Sangha Maha Nayaka (plus haute autorité bouddhiste) à empêcher le moine Wirathu de brandir des discours de haine a du été interrompu par l'arrivée de dizaines de moines nationalistes. L'évènement était planifié par le moine Ashin Min Thu Nya dans les locaux du Myanmar Journalist Network, le 25 février.

Dans la matinée du 25 février, plusieurs moines et civils proche de Wirathu, moine célèbre pour ses discours enflammés sur les musulmans et sur le gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie, ont pris place dans les bureaux du Myanmar Journalist Network. Le moine Ashin Thu Nya souhaitait y interpellier les autorités religieuses et gouvernementales pour qu'elles prennent des mesures contre ce leader ultranationaliste. Alors même qu'un groupe de moines nationalistes était inclus dans l'assistance, ceux-ci sont arrivés de plus en plus nombreux et les esprits se sont échauffés. Les organisateurs ont dû mettre un terme à la conférence craignant que la situation ne dégénère.



©Thet Swe Win



©Thet Swe Win

Levée de l'interdiction

Suite à des déclarations publiques soutenant l'assassinat de l'avocat musulman Ko Ni, la plus haute autorité bouddhiste a interdit, en mars dernier, à Wirathu de livrer des sermons pendant un an. Le moine a longtemps été l'un des visages les plus reconnaissables du mouvement nationaliste extrémiste bouddhiste en Birmanie en tant que leader monastique anti-musulman. Alors que l'interdiction de sermon expire le 9 mars, l'homme n'a jamais cessé d'utiliser différents stratagèmes pour faire entendre sa voix, notamment les réseaux sociaux.

Selon le journal l'Irrawaddy, suite aux tensions, Ashin Min Thu Nya a été contraint de retourner dans son monastère à Rangoun. De là, il a convoqué les médias pour une nouvelle conférence. « Je veux que notre pays obtienne la justice. Je ne veux pas qu'il détruise notre religion bouddhiste », a-t-il déclaré, avant d'ajouter « il appartient au Ministère de l'Intérieur et aux juges des tribunaux de prendre des mesures contre Wirathu ».

Avis d'expulsion

Au lendemain de la conférence, les journalistes du MJN ont reçu un avis d'expulsion. Le secrétaire du MJN, Zeyar Hlaing, a déclaré à la DVB avoir loué un appartement comme espace de bureau sur la 34ème rue depuis 2016. « Le propriétaire avait demandé à ce que nous ne tenions aucun événement lié à la politique, mais (malgré l'organisation de nombreuses conférences de presse) nous n'avions jamais eu aucun problème. Aujourd'hui le propriétaire nous a dit que nous devons partir dans les 20 jours ».

Conclusions de l'Union européenne sur la Birmanie : une étape importante mais insuffisante

Info Birmanie salue les conclusions du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères de l'Union européenne. L'appel des ministres au Haut représentant du Conseil à soumettre des propositions pour une extension de l'embargo à l'encontre de la Birmanie sur les armes et les équipements qui pourraient être utilisées pour de la répression interne, et pour des mesures restrictives ciblées à l'encontre des officiers militaires de l'armée birmane responsables des violations des droits humains est une étape essentielle. Cependant, ces mesures arrivent trop tardivement et sont aujourd'hui insuffisantes pour avoir un réel impact sur la situation. Depuis le 25 septembre 2017, plus de 688 000 Rohingya se sont réfugiés au Bangladesh.

Les violations des droits humains n'ont pas cessé dans le nord de l'état d'Arakan. Alors que de nouvelles images satellites publiées par l'organisation Human Right Watch le 23 février 2018[1] montrent que des villages entiers ont été rasés au bulldozer afin d'effacer les traces des villages Rohingya détruits, il est clair que les autorités birmanes ne sont pas en mesure d'assurer le retour sûr, digne et volontaire des réfugiés Rohingya.

Les recommandations émises par la Commission Consultative sur l'état d'Arakan présidée par l'ancien Secrétaire-général des Nations Unies Kofi Annan constituent un point de départ nécessaire pour la collaboration entre le gouvernement birman et la communauté internationale afin de trouver des solutions équitables et durables. Cependant, nous appelons l'Union Européenne (UE) à dénoncer la procédure de vérification de citoyenneté basée sur la loi de citoyenneté discriminatoire de 1982 et qui n'a reçu le soutien d'aucune communauté en Arakan. L'UE doit soutenir et apporter son expertise au processus de révision de la loi de 1982, en insistant sur l'abandon de l'ethnicité comme critère majeur pour la détermination de la citoyenneté en Birmanie.

Info Birmanie salue la prise en considération de la situation dans les états Kachin et Shan. Les violations des droits humains dans ces états rappellent l'impunité dont jouissent les militaires et les stratégies utilisées par ces derniers afin d'asseoir leur autorité sur les minorités ethniques à travers le pays.

La décision de l'UE de réduire la coopération militaire au strict minimum, avec le seul but de renforcer les principes démocratiques, le respect des droits humains et l'état de droit n'est pas une réponse appropriée. Cet argument avait déjà été utilisé pour défendre les programmes de coopération et de formation militaires. Tous les États-membres doivent mettre fin à ces programmes militaires.

Si l'appel de l'UE à la Birmanie à devenir partie du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (CPI) est une étape symbolique importante, il est peu probable que la Birmanie y réponde. Il est donc essentiel que l'UE agisse afin de construire un consensus international pour un renvoi de la situation de la Birmanie devant la CPI par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Pour cela, l'UE doit mener un réel travail auprès de la Chine et de la Russie qui bloquent toutes les tentatives du Conseil d'intervenir concrètement.

À plusieurs reprises, le gouvernement birman a refusé toute coopération avec les mécanismes spéciaux des Nations Unies, mettant en danger les perspectives de paix et de démocratie. Le 7 février 2018, Amnesty International publie de nouvelles preuves du nettoyage ethnique en cours attestant que les militaires affament et enlèvent les Rohingyas, et volent leurs biens[2].

[1] « Birmanie : Des dizaines de villages rohingyas rasés au bulldozer », Human Right Watch, le 23 février 2018

[2] « Myanmar. Nouvelles preuves du nettoyage ethnique en cours : les militaires affament et enlèvent des Rohingyas et volent leurs biens », Amnesty International, le 7 février 2018



©Pauline Autin

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE